

Il y a un an : les moutons et l'abattoir...

Blog Fijery - Ndimby A. – 06/02/10

Il y a un an eurent lieu les évènements d'Ambohitsorohitra, juste une semaine après qu'Andry Rajoelina eut proclamé qu'il était prêt « à prendre la tête d'un régime de transition » (31 janvier 2009). Continuant dans la logique insurrectionnelle de son coup d'Etat, il annonce le samedi 7 février la nomination de Monja Roindefo comme Premier ministre. Dans la foulée, il « accorde » à ce Chef de gouvernement intronisé sur les trottoirs de la Place du 13 mai la jouissance du Palais d'Ambohitsirohitra. Et au moment de lui laisser le micro, Andry Rajoelina lui ordonne de demander à la foule si elle souhaitait aller immédiatement prendre possession dudit Palais, alors encore occupé par le régime Ravalomanana.

Le fils de Monja Jaona ne vit pas le piège géant. *Primo*, la foule, chauffée à blanc depuis des jours, ne demandait qu'à scander « oui » à ce genre de question. En poussant Monja Roindefo à la poser, Andry Rajoelina connaissait déjà la réponse. *Secundo*, il savait très bien ce qui allait se passer, et s'est donc bien gardé de se joindre à la marche vers Ambohitsirohitra, laissant Monja Roindefo mener la foule au Q.I. inopératif comme un mouton vers l'abattoir, pendant que lui restait bien au chaud dans son salon. On connaît la suite. Et en guise de conclusion, on entendit 30 minutes après à la radio les inoubliables larmes d'un crocodile, envoyées par téléphone : « *mitomany aho ry vahoaka malagasy* ». Comme disaient les adolescents mal élevés du temps de ma jeunesse : *Odoyé* !

Les enquêtes annoncées à grand renfort de *bla-bla* n'ont jamais vu le jour jusqu'à présent. Dans un éditorial de décembre sur la problématique de la réconciliation, je me posais certaines questions sur la réconciliation après le 7 février, car de toutes manières les arrestations qui ont eu lieu tiennent plus du règlement de comptes et des écrans de fumée, que du désir sincère de chercher la vérité. Peu après le 17 mars, un bidasse avait convoqué la presse à Ambohitsorohitra pour annoncer que le garde de corps de Lala Rasendrasina avait été arrêté lors des évènements à l'Episcopat d'Antanimena, du fait de sa responsabilité dans la tuerie du 7 février. Question d'un journaliste : « *vous avez des preuves ?* ». Réponse du boutonneux en treillis : « *mais c'est vous autres journalistes qui avez ces preuves* ». A entendre cela, on peut se demander si seuls les dieux sont tombés sur la tête. Et jusqu'à maintenant, Ralitera, le mari du leader légaliste Ihanta Randriamandranto, croupit également à Tsiafahy pour la même accusation.

Au royaume de Baroa, la Justice vit au rythme des humeurs de la mère Michel qui a perdu son Droit et de son compère gendarme qui veut se faire un prénom, le nom ayant déjà été rendu célèbre par autrui. Nos enquêteurs d'élite ont donc avancé à la vitesse du TGV pour deviner en quelques heures (si ce n'est minutes ou secondes, à moins que ce ne soit d'avance) le nom des commanditaires des bombinettes artisanales. Mais ils avancent à la vitesse du train à vapeur concernant le 7 février, car en cas de vraie

enquête, surtout internationale, les leaders du coup d'Etat ne pourront éviter les vraies questions. Alors, qui est responsable du carnage du 7 février ? Marc Ravalomanana, qui en tant que Président, a fait protéger un Palais d'Etat ? La garde présidentielle, qui a rempli la mission difficile et pénible qui lui était assignée ? La foule, qui n'a pas eu la jugeote nécessaire pour comprendre qu'il ne fallait pas suivre n'importe quel pseudo-leader pour s'attaquer à une zone rouge ? Les leaders de la Révolution orange, qui n'ont eu aucun scrupule pour envoyer au sacrifice une foule bête et hypnotisée ? L'Emmo-Nat, qui n'a pas su mettre en place à temps des cordons suffisamment efficaces pour empêcher que la foule ne s'approche du Palais ?

En tant qu'éditorialiste d'un journal en ligne qui revendique son sérieux, mon rôle n'est pas de me mettre à la place des juges pour donner une réponse à ce qui précède. Car sans doute quelque part, la responsabilité de tels événements ne peut être que partagée, même à parts inégales. En tant que citoyen, mon humble conviction personnelle est celle-ci : sans meneurs, pas de foule en zone rouge ; sans foule en zone rouge, pas de tirs ; et sans tirs, pas de victimes. Point barre. Si ces soi-disant victimes avaient donc eu le bon sens de ne pas se hasarder à Ambohitsorohitra, ils seraient encore en bonne santé. Et ce, malgré l'opinion des pseudos experts militaires sur le 7 février, et qui ont étalé leurs thèses et leurs foutaises dans les médias. On voit nettement le général Dolin Rasolosoa s'adresser aux journalistes, plusieurs minutes avant les premiers tirs : « *ceci est une ligne rouge... si vous la dépassez, vous vous ferez tirer dessus et vous allez mourir inutilement* ». Très intéressant, car cela montre que les responsables du mouvement savaient qu'il y avait une ligne à ne pas franchir, et que ceux qui passeraient outre s'exposeraient à des tirs. Alors qu'on ne vienne pas raconter que ces tirs étaient une surprise. Et s'ils n'étaient une surprise, faut-il donc déduire qu'ils étaient recherchés ?

Source : <http://fijery.wordpress.com/2010/02/06/il-y-a-un-an-les-moutons-et-l%e2%80%99abattoir%e2%80%a6/>